



RAMTANE LAMAMRA À PROPOS DE LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE L'ALGÉRIE ET LE MAROC :

«La question ne peut faire l'objet d'une médiation»

p.2

RELANCE DU SECTEUR DE L'AUTOMOBILE

«TOUT EST LIÉ AU SYSTÈME JURIDIQUE», SELON ZEGHDAR



© Photo : D.R

La publication du nouveau cahier des charges régissant l'activité d'importation de véhicules neufs tarde à venir. Les concessionnaires automobiles ont, à maintes reprises, crié leur détresse et sollicité l'intervention du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour accélérer la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire régissant leur activité. Lire en page 3

PROJET DE LOI SUR L'INVESTISSEMENT

Le nouveau texte contribuera à libérer l'esprit d'initiative

p.4



MDN

Chanegriha appelle les Algériens à adhérer «avec force» à l'initiative "Main tendue" annoncée par le Président Tebboune

p.2

LE DG DES FORÊTS L'A DÉVOILÉ À LA RADIO



«Une nouvelle carte forestière pour empêcher les feux de forêts»

p.4

AGRICULTURE

«On pourra se passer de l'importation des semences de certains produits agricoles de large consommation d'ici deux ans»

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a indiqué samedi dans la commune de Guellal (Sétif) que «la poursuite de la mise en œuvre des programmes du secteur à ce rythme nous évitera d'ici deux ans d'importer les semences de certains produits agricoles de large consommation».

ONSC

Vers la création d'un réseau national d'associations humanitaires

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Abderrahmane Hamzaoui a affirmé, samedi soir à Adrar, qu'un travail est en cours pour la création d'un réseau national des associations activant dans le domaine humanitaire, en vue de coordonner les actions de solidarité.



HYDROCARBURES

Plusieurs conventions prévues entre l'Algérie et le Congo

Plusieurs conventions bilatérales sont prévues entre l'Algérie et le Congo, à l'occasion de la visite du ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, Bruno Jean-Richard Itoua, en Algérie, a indiqué samedi le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Ramtane Lamamra à propos de la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc :

«La question ne peut faire l'objet d'une médiation»

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a fait savoir, avant-hier samedi à Alger, que la question de la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc ne peut faire l'objet d'une médiation.

«Même si certaines parties médiatiques ont fait le lien entre la visite en Algérie du ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal Ben Farhan Ben Abdallah Al Saoud, et une supposée médiation avec le Maroc, il n'y a aucune médiation, ni hier, ni aujourd'hui, ni demain», a précisé le chef de la diplomatie algérienne. Affirmant que la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc ne tolère aucune médiation et la position de l'Algérie en la matière est sans ambiguïté.

S'exprimant en marge de son inspection du déroulement des épreuves du concours de recrutement externe pour rejoindre les corps des attachés et secrétaires aux Affaires étrangères, au niveau du centre d'examen d'Alger à l'Université des Sciences et Technologies Houari Boumediene (USTHB), Ramtane Lamamra a estimé que cette question (rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat, ndlr) ne tolère aucune médiation.

«La position de l'Algérie est claire, la rupture des relations diplomatiques est motivée par des raisons fortes, elle a été décidée pour mettre devant ses responsabilités la partie qui a mené les relations à un tel état mauvais, et elle en porte l'entière responsabilité», a-t-il précisé.

«Nous avons, a poursuivi le chef de la diplomatie algérienne, avec le royaume d'Arabie Saoudite et avec d'autres pays, arabes ou africains, des intérêts communs et des ententes qui font que nous nous rencontrons avec nos collègues et nous dialoguons, nous signons des accords et nous nous concentrons sur nos intérêts et nos préoccupations sans qu'un tel sujet n'intervienne dans notre ordre du jour».

«L'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite sont liés par des intérêts communs et des convergences de vues et de positions, au même titre que les autres pays, soient-ils arabes, africains ou autres», a poursuivi Ramtane Lamamra.



■ Lamamra : «L'Algérie et le Royaume d'Arabie saoudite sont liés par des intérêts communs et des convergences de vues et de positions, au même titre que les autres pays, soient-ils arabes, africains ou autres». (Photo: D.R)

Auparavant, une source diplomatique a affirmé, le jour même, soit avant-hier samedi, que les

raisons qui ont présidé à la décision de rupture des relations avec le Maroc n'ont pas changé et la

position de l'Algérie, à cet égard, ne changera pas non plus.

«Aucune initiative n'est sujette à discussion car il s'agit d'une décision souveraine fondée et justifiée par la responsabilité pleine et entière de Maroc dans la détérioration de nos relations bilatérales», a indiqué la même source, précisant qu'aucune médiation saoudienne n'a été entreprise entre Alger et Rabat, qui vise à prendre en otage les relations bilatérales algéro-saoudiennes par la publication de fake-news à ce sujet.

Encore une fois, a fait remarquer la source diplomatique, une publication patronnée par les services d'un pays voisin, le Maroc vient de plonger dans son élément naturel, la mythomanie, à propos d'un ordre du jour fantaisiste qu'elle cherche insidieusement à accoler aux entretiens que le ministre des Affaires étrangères saoudien a eus avec les officiels algériens, dans une tentative désespérée visant à prendre en otage les relations bilatérales algéro-saoudiennes.

«En soutenant crânement que des efforts de médiation saoudiens ont fait l'objet de discussions entre les deux parties, cette publication, qui n'est rien d'autre qu'un incubateur de fake-news, prend les désirs de ses commanditaires pour de la réalité», a fait savoir la même source.

Non seulement, les relations entre l'Algérie et le Maroc n'ont pas été évoquées au cours desdits entretiens, a poursuivi la même source, mais plus encore, la position officielle algérienne est on ne peut plus claire à propos de toute initiative de médiation, quelle qu'en soit la nature.

Said Ayachi, président du CNASPS : «L'Algérie est une étape incontournable dans les relations internationales»

Le président du Comité national algérien de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Said Ayachi, a évoqué, hier dimanche à Alger, la montée en puissance de la diplomatie algérienne. «Les récentes visites en Algérie de plusieurs hauts responsables de différents pays dans le monde provoquent des désagréments chez le régime marocain», a-t-il indiqué. Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne dont il était l'invité de l'émission «La Matinale», Said Ayachi a mis en avant les tentatives, vaines, du Makhzen pour essayer de contrebalancer la situation. «Pour essayer de contrebalancer la situation, le Makhzen invente des conflits, organise des conférences dont il détourne sciemment le thème, afin de quémander le soutien de la solution de l'autonomie sur le Sahara occidental», a-t-il dit.

Contrairement au royaume du Maroc, a poursuivi le président du CNASPS, l'Algérie est une étape incontournable dans les relations internationales. Citant l'exemple de la visite du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. «La Russie considère que l'Algérie est un pays à consulter et à informer», a-t-il fait remarquer. Interrogé sur une supposée médiation saoudienne entre l'Algérie et le Maroc, démentie par le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra qui a affirmé qu'il n'y a pas eu de médiation... Il n'y en aura jamais, ni aujourd'hui, ni demain, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale a qualifié la déclaration du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger de claire et cohérente. «Il existe une logique certaine dans les propos de Ramtane Lamamra», a-t-il poursuivi rappelant, au passage, les tentatives de déstabilisation contre l'Algérie, à savoir la note diplomatique officielle distribuée par le Maroc dans les Nations unies pour appeler au soutien d'une organisation terroriste.

Pour le président du CNASPS, il y a une analogie parfaite entre les comportements agressifs du régime marocain au Sahara occidental et ceux de l'entité sioniste en Palestine. «Si la journaliste palestinienne, Shereen Abu Akleh a été tuée par l'armée de l'occupation sioniste, la militante sahraouie Sultana Khaya n'est pas loin de l'être», a observé Said Ayachi. Début février, Said Ayachi avait évoqué les accords de normalisation conclus entre le Maroc et Israël. «Le Maroc croyait pouvoir bénéficier de la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental par les Etats-Unis et espérait un effet d'entraînement. Cela n'a pas marché et ne marchera pas car, ce serait la fin du droit international», a-t-il indiqué sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale.

R.M.

REPÈRE

MDN

Chanegriha appelle les Algériens à adhérer «avec force» à l'initiative «Main tendue» annoncée par le Président Tebboune

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est dit, dimanche à Oran, «pleinement convaincu» de la vitalité de l'initiative «Main tendue», annoncée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour «consolider l'unité nationale et raffermir le front interne», appelant les Algériens à adhérer «avec force» à cette «noble initiative».

«La consolidation des fondements de l'Algérie Nouvelle est une responsabilité collective, dont l'édification doit se faire avec la participation de tous ses enfants dévoués, qui vouent pour la Nation une loyauté indéfectible et des sentiments nobles», a-t-il souligné dans une allocution prononcée lors d'une rencontre avec les cadres et les personnels de la 2^e Région Militaire, lors d'une visite de travail dans cette Région, indique la communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans ce contexte, a-t-il poursuivi, l'initiative «Main tendue», récemment annoncée par M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, s'inscrit dans l'optique de «consolider l'unité nationale et raffermir le front interne». Cette initiative «prouve incontestablement une volonté politique sincère des hautes autorités du pays de rassembler et d'unifier les forces nationales, notamment à l'aune du contexte international prévalant», a affirmé le Général de Corps d'Armée.

Se disant «pleinement convaincu de la vitalité de cette démarche nationale louable», Saïd Chanegriha a invité «les chers enfants de la patrie à faire prévaloir les intérêts suprêmes de la Nation et à adhérer avec force à cette noble initiative, inspirée des valeurs de notre nation authentique et des principes de notre glorieuse Révolution, et qui est en parfaite adéquation avec les aspirations légitimes de notre jeunesse à un avenir meilleur».

Soulignant que les raisons qui ont présidé à la décision de rupture des relations (avec le Maroc) n'ont pas changé et la position de l'Algérie, à cet égard, ne changera pas non plus.

Rabah Mokhtari

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Relance du secteur de l'automobile

«Tout est lié au système juridique», selon Zeghdar

La publication du nouveau cahier des charges régissant l'activité d'importation de véhicules neufs tarde à venir. Les concessionnaires automobiles ont, à maintes reprises, crié leur détresse et sollicité l'intervention du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour accélérer la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire régissant leur activité.

Le dossier est toujours en cours d'examen par les services concernés, ce qui creuse le retard concernant la relance de cette activité, créant un vide juridique qui a eu pour effet le blocage des investisseurs et des concessionnaires en attente d'autorisation pour relancer leurs projets. Interrogé à nouveau sur cette question, devenue polémique, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a affirmé que la relance de cette activité, qui n'est pas encore d'actualité, est liée au «système juridique», estimant qu'avec



Plusieurs usines de fabrication de véhicules sont fermées en Russie et en Ukraine depuis le début de la guerre en Ukraine. (Photo : D.R)

la publication de la nouvelle loi sur l'investissement, adoptée jeudi dernier en Conseil des ministres, ouvrira la voie aux investisseurs étrangers et nationaux afin d'investir de manière efficace dans ce secteur.

Le ministère de l'Industrie plaide pour la fabrication locale de véhicules afin de promouvoir le secteur qui a longtemps souffert du monopole de l'activité par les importateurs. L'une des raisons qui ont poussé les autorités à revoir le cahier des charges ainsi que le système juridique régissant cette activité.

Se passer du montage automobile en encourageant l'investissement dans la construction locale de véhicules, de tracteurs et de bus avec des partenaires étrangers ainsi que le développement de la sous-traitance pour arriver à un taux d'intégration local élevé. La nouvelle loi sur

l'investissement encouragerait les grandes entreprises étrangères spécialisées dans ce domaine à venir investir en Algérie, évoquant dans cette perspective l'importance du régime d'importation des chaînes de production rénovées et du régime d'exemption de droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée, les composants et matières premières, importés ou acquis, dans la relance et le développement du secteur industriel.

«Le régime d'importation des chaînes de production rénovées permettra de renforcer les capacités nationales et de relancer et diversifier les activités industrielles, en saisissant les opportunités offertes au niveau des marchés internationaux», a-t-il indiqué en marge du lancement officiel de ce régime qui autoriserait désormais les investisseurs nationaux à acquérir des usines

d'occasion, à rénover et à remettre en marche. Oeuvrer ainsi au développement de plusieurs infrastructures indispensables pour l'impulsion de l'investissement national. Tous les projets d'investissements seront désormais évalués et suivis de près par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, ancienne Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), mise en œuvre dans le cadre du nouveau Code de l'investissement. Cette agence permettra, selon M. Zeghdar, de «capter les initiatives locales et de promouvoir les IDE et les grands projets à travers des guichets uniques». Le premier responsable du secteur n'a pas fait de nouvelles révélations concernant l'état d'avancement du dossier de l'importation de véhicules, mais le dossier pourrait connaître bientôt un dénouement. Les autorités semblent prendre en compte les mutations actuelles du marché international de l'automobile qui pourraient constituer une véritable opportunité pour le pays. Le secteur de l'automobile mondial va très mal. Plusieurs usines de fabrication de véhicules sont fermées en Russie et en Ukraine depuis le début de la guerre en Ukraine, ce qui les pousse à penser à la relocalisation de leurs unités de production. L'Algérie pourrait saisir cette occasion pour attirer les investisseurs étrangers sur son marché. En attendant la relance de ce secteur, les prix du véhicule en Algérie montent en flèche, devenant inaccessibles pour le citoyen lambda.

Samira Takharbucht

BRÈVE

Commerce

Accréditation dans l'avenir de neuf laboratoires d'évaluation de la conformité des produits

Neuf laboratoires d'évaluation de la conformité des produits, relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, seront accrédités, dans l'avenir, par l'Organisme algérien d'accréditation (Algerac), a annoncé, samedi à Blida, le ministre du secteur, Kamel Rezig.

«Une demande a été introduite par nos services, auprès de cet organisme, dans le cadre du développement des mécanismes de contrôle, en vue de l'octroi d'une accréditation pour l'évaluation de la conformité des produits, au profit de neuf laboratoires de contrôle de la qualité à travers le pays, qui s'ajouteront à huit autres laboratoires actuellement accrédités», a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Blida.

Il a assuré que «tous les produits agréés par les laboratoires accrédités par Algerac, se distinguent par leur qualité supérieure comparable aux produits internationaux», non sans souligner «l'intérêt crucial accordé par le Gouvernement au développement des mécanismes de contrôle, notamment concernant la protection de la santé des consommateurs, et l'accompagnement des porteurs de projets pour exporter leurs produits».

Agence

Hydrocarbures

Plusieurs accords prévus entre l'Algérie et le Congo

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a évoqué lors d'une rencontre avec le ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, Bruno Jean-Richard Itoua, les perspectives de la présence d'entreprises algériennes au Congo. La rencontre s'est tenue, hier au siège du ministère, à l'occasion de la visite de M. Itoua en Algérie, puis s'est élargie aux délégations des deux pays.

A ce propos, M. Arkab a indiqué que de nombreux domaines, en lien avec le secteur de l'énergie et des hydrocarbures, seront évoqués lors des trois jours de la visite qu'effectue M. Itoua en Algérie.

Cette visite sera couronnée, a-t-il relevé, par la signature de plusieurs accords dans le domaine du développement des relations dans le secteur des hydrocarbures, «pour qu'elles atteignent le même niveau des relations entre les deux pays dans les autres domaines».

M. Arkab, a évoqué, en outre, la perspective de «la présence des entreprises algériennes au Congo qui participeront au développement du secteur des hydrocarbures et l'industrie pétrolière dans ce pays».

Qualifiant d'«importante» la séance de travail tenue avec son homologue congolais et la délégation qui l'accompagne, le ministre a précisé que cette rencontre a permis d'aborder différents axes dans le cadre des échanges entre les deux parties, notamment l'industrie pétrolière et gazière et l'industrie de transformation des hydrocarbures.

Pour sa part, M. Itoua a affirmé que «la consolidation» des relations «anciennes et historiques» entre

les deux nations a été au cœur des échanges entre les deux ministres, rappelant que l'Algérie et le Congo ont toujours eu des points «très convergents» sur le plan politique, diplomatique et international.

M. Itoua a souligné que les relations dans le domaine des énergies en général et des hydrocarbures en particulier «n'étaient pas à leur niveau et n'étaient pas visibles», comparativement aux relations entre les deux pays dans les autres domaines.

Cette visite «voulu» entre les deux pays au plus haut niveau, vise ainsi à «emmener la coopération sur le plan énergétique, pétrole et gaz, au même niveau que l'amitié entre les deux pays», a-t-il expliqué.

Le ministre congolais a, par ailleurs, insisté que les deux pays «ont tout à gagner», que ce soit les deux ministères, les deux compagnies nationales ou encore les autres institutions et les agences qui existent. «Nous venons ici auprès d'un pays (Algérie) qui a atteint la maturité dans l'industrie énergétique et nous devons être fiers de cela en tant qu'Africains», a-t-il déclaré en relevant que le Congo est en pleine «réorganisation et réforme» de son secteur (hydrocarbures et énergie).

Indiquant que cette visite sera marquée par la signature de protocoles d'accord M. Itoua a mis en avant le rôle que joue l'Algérie comme «charnière entre l'Afrique et l'Europe», mais aussi son rôle sur le plan continental, réaffirmant sa fierté de «ce que l'Algérie fait, de ce que Sonatrach fait».

Manel Z.

FINALISATION

Rachat des actifs de Haddad dans FERTIAL

ASMIDAL actionnaire majoritaire (51%)

«Le Groupe industriel Engrais et Produits Phytosanitaires, Asmidal (filiale de Sonatrach) annonce la finalisation par la Direction du domaine national de l'opération de transfert à son profit de la propriété des actions confisquées par décisions judiciaires, de l'ordre de 17% que le groupe Etrhb Haddad détenait dans le capital social de Fertial, portant ainsi la part du Groupe Asmidal à 51% de l'ensemble des actions de la société Fertial», a indiqué le groupe dans un communiqué rendu public avant-hier. «L'opération d'acquisition de ces actions lui permettra d'être majoritaire dans la société Fertial et de s'engager dans les investissements indispensables pour préserver et développer les capacités des unités de production et, partant, contribuer au développement de l'économie nationale à travers la couverture des besoins du marché national en matière d'engrais et de produits chimiques, voire même d'emploi», a indiqué le même document, précisant que «le transfert à son profit des actions du Groupe Haddad dans la société Fertial, porterait sa part globale à 51% de l'ensemble des actions de la société».

Il y a lieu de rappeler que «la société Fertial est constituée suite à la fusion des sociétés Fertial Annaba» et Alzofert Arzew en 2005. Après l'ouverture de son capital la même année, le groupe espagnol «Grupo Villar Mir» devient actionnaire (66% des actions), avant de céder en 2016, 17% de ses actions «qu'il détenait dans la société au profit du Groupe Haddad». Par cette acquisition, le Groupe Asmidal récupère l'usine d'ammoniac et des produits chimiques d'Arzew et celle d'engrais phosphatés et azotés d'Annaba qu'il détenait durant les années 70.

Les parts de marché de la société Fertial restent très importantes malgré l'arrêt de son activité pendant deux ans. L'entreprise a repris sa production en 2021 et a mis en œuvre une nouvelle stratégie de développement, ce qui lui a permis de retrouver sa vitesse de croisière ainsi que ses clients étrangers. Par cette acquisition, Asmidal espère augmenter sa production d'ammoniac, mais aussi garantir sa rentabilité et créer de la richesse et de l'emploi sur le marché local et national. Le rôle de Fertial, détenu à 17% par le groupe Etrhb de l'homme d'affaires Haddad en détention depuis plus de deux ans, est scellé. Plusieurs autres entreprises appartenant à des oligarques emprisonnés attendent le règlement de leur situation.

Samira Tk

Le DG des forêts l'a dévoilé à la radio

Une nouvelle carte forestière pour empêcher les feux de forêts

Le dramatique scénario de l'été dernier ne peut en aucun cas se répéter une nouvelle fois dans nos forêts. Notre biodiversité, très riche, doit être protégée et gérée convenablement suivant une stratégie nationale.

La Direction générale des forêts en est consciente des risques que peuvent en découler cet été, surtout face aux manœuvres machiavéliques des ennemis du pays, ces derniers peuvent se renouveler en mettant, à nouveau, le feu dans les forêts.

La création de nouveaux chemins et pistes forestiers, la plantation de 800.000 nouveaux arbres et l'élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion et protection des forêts et la protection des biodiversités du pays, sont au cœur des grands changements sur lesquels la DG des forêts travaille. Dans une déclaration accordée hier sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale, à l'occasion de la Journée mondiale de la biodiversité, coïncidant avec le 22 mai de chaque année, le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a annoncé que l'Algérie à l'instar de nombreux pays, se dirige vers une nouvelle stratégie de gestion, de protection et de préservation de ses biodiversités, en élaborant un nouveau cadre juridique», a-t-il dit. Invité par la Chaîne II, le DG des forêts a annoncé également l'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale de la lutte contre les feux de forêts, il a révélé l'ouverture de plusieurs nouvelles pistes forestières qui contribueront, dès cet été, au succès des interventions d'extinction des incendies de forêts dans l'ensemble des wilayas du pays». C'est ce qu'a indi-



■ Touahria : «Toute atteinte aux éléments de la diversité biologique est considérée comme un préjudice à l'une des composantes de l'écosystème». (Photo : DR)

qué Djamel Touahria, soulignant, par ailleurs, qu'environ «800.000 arbres ont été plantés jusqu'à présent dans le cadre de la campagne nationale de reboisement», dira-t-il sur les ondes de la Chaîne II. Le responsable des gardes forestiers a souligné aussi l'implication des citoyens et les associations dans la stratégie nationale de la protection des richesses forestières du pays, en outre, en coordination avec la Protection civile afin d'éviter le scénario qu'a connu l'Algérie l'été dernier. Djamel Touahria a rassuré que «tout les moyens ont été exploités pour éviter les incendies de forêt en initiant le processus de nettoyage des forêts et de construction de réservoirs d'eau», a ajoutant que «ses services ont mobilisé des camions d'intervention rapide, bien équipés, pour éteindre les incendies au niveau de 40 wilayas, en plus des tours de guet pour envoyer des avertissements en cas d'incendie». Par ailleurs, le DG des forêts a signalé que la stratégie nationale concernant la biodiversité du

pays est aujourd'hui plus que nécessaire pour l'équilibre des écosystèmes, de par les éléments vivants qu'il contient, comme les animaux et autres plantes. Toute atteinte aux éléments de la diversité biologique est considérée comme un préjudice à l'une des composantes de l'écosystème», dira-t-il sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale. Le responsable des forêts a révélé, en outre, la mobilisation d'un riche programme établi par la Direction générale, à travers l'ensemble des wilayas du pays, où des journées de sensibilisation sur la valorisation du patrimoine forestier seront organisées et ouvertes au grand public. «L'objectif de ces journées de sensibilisation, qui se tiendront sous forme de portes ouvertes, est de sensibiliser les citoyens aux risques liés aux feux de forêts, en outre, faire partager les citoyens à la grande campagne nationale de reboisement, dont nous avons déjà planté quelques 800 milles arbres jusqu'à ce jour», a expliqué Djamel Touahria.

L'Algérie, rappelle-t-il, a déjà ratifié les accords internationaux avec l'organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) pour la préservation de cette richesse qui contribue à booster l'économie nationale. D'autre part, l'invité de la rédaction de la Chaîne II a indiqué que la sauvegarde de la richesse forestière nationale doit impliquer tout le monde et non pas uniquement les gardes-forestiers, il a, à cette occasion, appelé les citoyens et autres associations à s'intégrer à la nouvelle stratégie de lutte contre les incendies de forêts prévue pour cet été. «L'union fait la force, l'implication de tout le monde permettra de sauvegarder le patrimoine et la richesse forestière du pays. Le terrible scénario semblable à celui vécu l'an dernier nous interpelle à nouveau et nous incite à faire preuve de beaucoup de vigilance et d'union afin d'éviter un tel drame», a déclaré le DG des forêts, Djamel Touahria.

Sofiane Abi

CANICULE

Prévention à la vague de chaleur

La Protection civile s'implique

Faisant suite au bulletin météorologique spécial (BMS) indiquant une hausse des températures dans de nombreuses wilayas du pays, la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a, très rapidement, réagi en lançant une série de consignes de prévention contre les risques liés à la vague de chaleur que traverse le pays depuis des jours. Dans un communiqué datant d'hier dimanche, la DGPC s'est adressée aux citoyens lesquels les invite à prendre une série de consignes de prévention pour éviter des risques liés à la chaleur qui dure depuis plusieurs jours au pays. «Suite à la canicule qui touchera plusieurs wilayas du pays durant les prochains jours, la direction générale de la Protection civile appelle les citoyens à la vigilance et au respect des conseils préventifs, afin de réduire les risques liés à cette canicule et invite les citoyens au strict respect des consignes de prévention», a rapporté le communiqué de la DGPC. Parmi ces mesures préventives, la DGPC invite les citoyens à «ne pas s'exposer au soleil en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants. A fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil, à maintenir les fenêtres, volets fermés le jour, les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur, et à provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure», telles sont les consignes préventives incitées par la DGPC pour faire face à la vague de chaleur qui s'abat sur le pays et dans certains autres pays de la Rive de la Méditerranée. Aussi, ledit communiqué appelle les citoyens à «éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques, d'éviter les déplacements pendant cette période, sauf en cas de nécessité», rappelle la DGPC. Par ailleurs, la Protection civile recommande aux citoyens les déplacements tôt le matin ou tard le soir afin de rester à l'ombre dans la mesure du possible, et d'éviter les endroits en plein soleil. Aussi, la DGPC recommande l'utilisation régulière de l'eau et surtout à aider les personnes dépendantes et vulnérables (nourrissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur proposant régulièrement de l'eau. Concernant les conducteurs, la DGPC recommande à ces derniers d'éviter d'effectuer des longs trajets au cours de la journée, il est préférable de les programmer en soirée ou la nuit. Pour ceux qui envisagent de fréquenter les espaces forestiers, la DGPC les invite à éviter toutes actions pouvant être à l'origine d'un départ de feu. S'adressant aux agriculteurs, la Protection civile les invite au strict respect des mesures préventives lors des opérations de moisson battage pour éviter les départs de feu. Enfin, la DGPC rappelle les citoyens sur la disponibilité du numéro vert «1021» et le numéro d'urgence le «14» pour une intervention rapide.

S. Abi

Projet de loi sur l'investissement :

Le nouveau texte contribuera à libérer l'esprit d'initiative

Le projet de la nouvelle loi relative à l'investissement, adopté jeudi dernier en Conseil des ministres, contribuera à libérer l'esprit d'initiative et à l'amélioration du climat des affaires en Algérie, ont estimé des experts économistes.

Le nouveau texte adopté jeudi lors d'une réunion spéciale du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est un «progrès réel et palpable, à même de libérer les initiatives des promoteurs locaux et étrangers», a indiqué l'expert en économie, Mustapha Mekideche, dans une déclaration à l'APS.

Il a précisé, que ce projet de loi a, «pour la première fois», introduit une vision à long terme sur les investissements, permettant de «fixer les priorités et soutenir les projets structurants, ainsi que les projets décentralisés pour le développement local».

Ce nouveau texte consacre, selon lui, les principes de liberté de l'investissement, de transparence et d'équité dans le traitement des projets d'investissement, comme stipulé dans la Constitution de 2020.

M. Mekideche a également salué la mise en place, dans le cadre de ce projet de loi, de l'Agence algérienne de promotion de l'investis-

tissement, qui permettra, a-t-il souligné, de «capter les initiatives locales et de promouvoir les IDE et les grands projets», à travers des guichets uniques.

L'expert a noté, par ailleurs, que «les dispositions légales prévues dans ce texte pour protéger les investisseurs des abus bureaucratiques ou de blocages inexplicables imposera à l'administration une obligation de résultat ou, du moins, d'expliquer les blocages, au risque de se voir pénalisée en cas de blocages indus». Pour sa part, le professeur d'économie à l'Université de Chlef, Ishak Kherchi, a expliqué que le projet de la nouvelle loi relative à l'investissement «contribuera à l'amélioration du climat des affaires et à créer les conditions propices à la libération de l'esprit d'initiative et à la diversification de l'économie nationale dans une vision globale et stable». Selon lui, le développement d'une plate-forme numérique pour l'investissement «attirera davantage d'investisseurs locaux et étrangers et augmentera le nombre de dossiers déposés». Ce qui permettra un développement «plus rapide» du secteur de l'industrie en Algérie, avec comme répercussion «l'augmentation du taux de croissance des activités industrielles».

Concernant les investissements étrangers et les grands projets, M. Kherchi a relevé que la création d'un guichet unique à compétence nationale pour traiter les dossiers de ces deux segments «facilitera les démarches administratives et attirera les investisseurs étrangers pour développer les infrastructures des différents secteurs en Algérie». De même pour les investisseurs locaux, la création de guichets uniques, non centralisés, qui leur sont dédiés «stimulera» ces investisseurs et leur fera gagner du temps, des efforts et de l'argent, a-t-il expliqué. S'agissant du placement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, sous l'autorité du Premier ministre, M. Kherchi a précisé que cette démarche permettra de réduire les délais de traitement des dossiers au vu de l'autorité dont jouit le Premier ministre. Il a souligné, en outre, que la nouvelle mission du Conseil national de l'investissement, qui est de proposer la politique nationale en matière d'investissement, de coordonner et d'évaluer sa mise en œuvre, «fera avancer l'industrie algérienne selon des objectifs précis qui tiennent compte de l'intérêt économique du pays».

Manel Z.

INFO EXPRESS

**Afrique
L'Algérie plébiscitée à la vice-présidence de l'Union des Conseils d'Etat et des Cours suprêmes administratives**

L'Algérie a été plébiscitée à la vice-présidence de l'Union des Conseils d'Etat et des Cours suprêmes administratives d'Afrique, créée mardi dernier au Caire (Egypte), a indiqué, avant-hier, un communiqué du Conseil d'Etat.

«A l'occasion de la création de l'Union des Conseils d'Etat et des Cours suprêmes administratives d'Afrique, une grande cérémonie a été organisée le 17 mai au Caire, sous le patronage du Président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, coïncidant avec la célébration du Jubilé de diamant du Conseil d'Etat égyptien marquant le 75^e anniversaire de sa création, lors de laquelle le Président Al-Sissi a reçu les présidents et les représentants des Conseils d'Etat et des Cours suprêmes administratives d'Afrique, avec la participation du ministre égyptien de la Justice, Omar Marwan, et du président du Conseil d'Etat égyptien, le conseiller Mohamed Hossam Al-Dine». L'Algérie était représentée à cette cérémonie par Mme Farida Benyahia, présidente du Conseil d'Etat, et M. Moussa Boussof, président de chambre au Conseil d'Etat.

«Mme Farida Benyahia a été plébiscitée à la vice-présidence de l'Union pour un mandat de deux ans. La prochaine session sera donc présidée par le Conseil d'Etat algérien conformément au statut de cette nouvelle instance», a précisé le communiqué. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Benyahia a appelé à "soutenir cette instance pour répondre aux attentes légitimes des citoyens africains quant à la protection de leurs droits et libertés et diffuser la culture juridique à travers l'échange d'expériences et de connaissances entre Africains».

**Le meurtre de Shireen Abu Akleh
126 célébrités, dont 60 députés américains, exigent des sanctions contre Israël**

Ils ont en commun l'immense émotion qui les étreint depuis ce mercredi 11 mai tragique à Jenine, en Cisjordanie occupée, lorsque la très estimée et chevronnée journaliste américano-palestinienne, Shireen Abu Akleh, fut à jamais réduite au silence par le tir ciblé d'un sniper israélien.

Une pléiade d'artistes internationaux, parmi lesquels figurent des stars hollywoodiennes, et une soixantaine de parlementaires américains montent au créneau, afin que ce crime de guerre ne soit pas impuni, ni effacé des mémoires. Et pour que l'inqualifiable assassinat de Shireen Abu Akleh ne sombre pas dans les oubliettes de l'Histoire, une centaine de célébrités, dont notamment Pedro Almodovar, Liam Cunningham, Roger Waters, Ken Loach, Susan Sarandon, Tilda Swinton, Mark Ruffalo, Eric Cantona, Miriam Margolyes, Jim Jarmusch, Naomi Klein et Peter Gabriel, ont appelé dans une lettre à des sanctions contre Israël, à l'aune de « l'entière responsabilité des auteurs de ce crime et de toutes les personnes impliquées dans son autorisation ».

Au même moment, plus de 60



députés démocrates siégeant au Congrès, à Washington, ont exhorté à une enquête indépendante dans une missive adressée au département d'Etat et au FBI.

Oscillant, comme les 125 autres signataires, entre affliction et révolte, la très engagée actrice américaine, Susan Sarandon, s'est épanchée sur Twitter : « Je suis attristée et en colère par le meurtre de Shireen Abu Akleh et l'effroyable attaque contre ses funérailles. Je sais maintenant, plus que jamais, que sans responsabilité sérieuse et sans mesures sérieuses de nos gouverne-

ments, l'apartheid et l'occupation ne prendront pas fin de sitôt ». De son côté, l'acteur irlandais Liam Cunningham n'a pas manqué de rectifier le tir, ou plutôt le titre du New York Times, pour mieux mettre en lumière le poids des deux mesures qui sévit dans le traitement de l'information dès qu'Israël est directement impliqué. Non, Shireen Abu Akleh n'est pas morte à 51 ans, « elle a été assassinée par un sniper israélien, alors qu'elle portait un gilet de presse et faisait un reportage sur la violence militaire d'Israël », a-t-il corrigé en rouge.

**Accidents de la circulation
8 morts et 427 blessés ces dernières 48 heures**

Huit (8) personnes ont trouvé la mort et 427 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours de ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef avec 2 personnes décédées,

précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour procéder au repêchage ou à l'évacuation de 8 personnes décédées par noyade, et ce à Tlemcen (3), Mostaganem (3), et à Aïn Témouchent (2). Les services de la Protection civile sont également intervenus pour repêcher 3 per-

sonnes décédées dans des réserves d'eaux dans les wilayas de Djelfa (1), Boumerdès (1), et Souk Ahras (1). D'autre part, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 14 incendies urbains, industriels et divers. La même source déplore, notamment, la destruction de 1.420 palmiers à Timimoun. ■

INFO EXPRESS

**Enseignement supérieur
L'USTHB d'Alger, première au classement national**

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) d'Alger a été classée première au classement des établissements d'enseignement supérieur à l'échelle nationale, organisé pour la première fois en Algérie, dans le cadre de la manifestation de la Semaine scientifique, clôturée samedi à l'Université Ferhat Abbas (Sétif-1). Les Universités Boubaker Belkaid (Tlemcen) et Ferhat Abbas (Sétif) sont classées respectivement deuxième et troisième, tandis que les Universités Mohamed Boudiaf (M'sila) et Djillali Liabes (Sidi-Bel-Abbès) ont décroché respectivement la quatrième et la cinquième place de ce classement qui englobait 26 établissements universitaires, premiers au classement des établissements d'enseignement supérieur algériens.

Lors de la cérémonie de remise des prix aux trois premières universités, tenue dans la salle de conférences Mouloud Kacem Naït Belkacem, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a souligné que ces universités bénéficieront de l'accompagnement nécessaire pour pouvoir décrocher une place parmi les 500 meilleures universités du classement mondial, conformément à l'objectif tracé et inclus dans le programme de travail du gouvernement (2021-2024).

Le ministre a, dans ce sens, précisé que «des critères scientifiques, pédagogiques et innovants ont été pris en considération dans la sélection des universités qui ont remporté les cinq premières places, en plus de l'ouverture de ces universités sur leur environnement économique, social et international».

Il a également relevé que «le secteur de l'Enseignement supérieur a élaboré, pour la première fois en Algérie, un système numérique de classement des établissements d'enseignement supérieur algériens». M. Benziane a indiqué, en outre, que le programme de travail de son secteur, inscrit dans le plan d'action du gouvernement durant la période comprise entre 2021 et 2024, «aborde des dossiers majeurs visant à réaliser une transition multidimensionnelle qualitative, que ce soit dans le domaine de l'éducation et de la formation, celui de la recherche scientifique et du développement technologique, ou en matière d'ouverture sur l'environnement social, économique, de la gouvernance universitaire et de l'ouverture à l'international». ■

CONDOLÉANCES



En cette douloureuse circonstance du décès de Mme Saïda Bala Louiza, mère de notre cher et estimé ami Bala Ahcene (Hamouchi), survenu le mardi 17 mai 2022, à l'âge de 87 ans, la Direction du quotidien La Nouvelle République

ainsi que l'ensemble du personnel tenons à exprimer nos plus sincères condoléances et une pieuse pensée à la mémoire de la défunte.

**Repose en paix très chère Saïda Bala Louiza
Puisse Allah le Tout-Puissant t'accueillir en Son Vaste Paradis**

REMERCIEMENTS

Les familles Attar (Constantine), Boubakeur (Réghaïa), Belarbi (Ighis Ali), Bouzourane (Alger), et Boukechouiou, tenons à exprimer notre profonde gratitude et reconnaissance à l'adresse de tous ceux amis et proches pour leurs témoignages de sympathie et de compassion à la mémoire de la défunte Saïda Bala Louiza.

Palestine

Normalisation maroco-sioniste, un «marchandage» de la cause palestinienne

L'ambassadeur de la Palestine à Dakar, Safwat Ibraghith a indiqué que la normalisation des relations entre le Maroc et l'entité sioniste constituait «un manque de maturité politique» et un «marchandage» de la cause palestinienne.



■ Palestine occupée (Mosquée Al Aqsa).

«Toute normalisation (avec l'entité sioniste), à mon avis, est un manque de maturité politique», a affirmé Safwat Ibraghith dans un entretien accordé au site d'information Afrik.com.

Pour étayer ses propos, Safwat Ibraghith, qui est également ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Palestine en Guinée-Bissau, au Cap-Vert et en Gambie, avec résidence à Dakar, a rappelé les contours du plan de paix entre les pays arabes et l'entité

sioniste, initié en 2002. Soulignant que ce plan de paix prévoyait de faire la paix avec l'entité sioniste en échange de la restitution, entre autres, des terres des Palestiniens, le diplomate a déploré le fait que certains pays arabes, comme le Maroc, aient privilégié «leurs propres intérêts» au détriment de la cause palestinienne.

A cet égard, ce docteur en droit international humanitaire et ancien conseiller juridique de l'Etat de Palestine auprès

de l'Unesco à Paris, assure que l'alliance tripartite entité sioniste/Etats-Unis/Maroc «a été l'objet d'un marchandage orchestré par l'Administration Trump», consistant à normaliser les relations entre le Maroc et l'entité sioniste en contrepartie d'une prétendue «reconnaissance» de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. «Ils ne peuvent pas le nier. Cela a été un marchandage», a-t-il dénoncé, relevant que le Royaume chérifien n'était plus en me-

sure d'adopter des positions proches de la Palestine.

«Quand on a suivi les déclarations faites par les responsables marocains, dont leurs représentants à Addis-Abeba, ils étaient gênés (et) ne pouvaient pas s'opposer», a-t-il indiqué, ajoutant: «Quand on jette des fleurs (à l'entité sioniste), en lui souhaitant la bienvenue partout, cela veut dire qu'on demande aux Palestiniens de régler leurs problèmes à part».

Ukraine

La Russie interdit son territoire à 963 Américains, dont Joe Biden et Morgan Freeman

Le président et son Secrétaire d'Etat sont concernés, mais aussi des artistes et hommes d'affaires. Joe Biden, Mark Zuckerberg, Morgan Freeman...

La diplomatie russe a publié le 21 mai une liste de 963 personnalités américaines interdites d'entrée en Russie, en réponse à des sanctions similaires prises par Washington depuis le déclenchement de l'offensive en Ukraine, note RT. Le ministère russe des Affaires étrangères a rendu public ce document sur son site internet. Il comprend essentiellement des responsables gouvernementaux, des parlementaires, mais aussi des membres de la société civile.

Moscou avait déjà annoncé ces sanctions contre nombre des personnalités présentes dans la liste, notamment le président américain Joe Biden, son secrétaire d'Etat Antony Blinken, le chef du Pentagone Lloyd Austin, ou encore le PDG de Meta Mark Zuckerberg. Morgan Freeman sanctionné pour son complotisme anti-russe La liste comprend également l'acteur hollywoodien Morgan

Freeman, qui n'avait pas été sanctionné publiquement jusqu'à présent.

La diplomatie russe accuse l'artiste octogénaire d'avoir enregistré en 2017 une vidéo où il affirmait que la Russie menait un «complot» contre les Etats-Unis. «Les contre-sanctions russes sont nécessaires et visent à contraindre le pouvoir américain en place, qui essaye d'imposer au reste de la planète un "ordre mondial" néocolonial [...] à changer sa position et à reconnaître de nouvelles réalités géopolitiques», a indiqué le 21 mai le ministère russe des Affaires étrangères.

Il assure que Moscou reste ouvert à un «dialogue honnête» et distingue le peuple américain des autorités «incitant à la russophobie». Depuis l'offensive en Ukraine, la diplomatie russe a privé d'entrée en Russie des centaines de personnalités anglo-saxonnes.

Le 21 mai, elle a annoncé avoir pris cette mesure contre 26 Canadiens supplémentaires, notamment Sophie Trudeau, l'épouse du Premier ministre canadien. ■

Elections législatives en Australie

Défaite du Premier ministre

Le travailliste Anthony Albanese a proclamé sa victoire aux élections législatives en Australie, affirmant que ses concitoyens avaient «voté pour le changement» en mettant fin à 9 ans de gouvernement conservateur. Anthony Albanese dans son discours de victoire lors des législatives, promettant de transformer l'Australie en «super-puissance» des énergies renouvelables. Il a aussi annoncé qu'il participerait, en tant que nouveau Premier ministre australien, au sommet du Quad (Etats-Unis, Australie, Inde, Japon) prévu le 24 mai au Japon.

«Ce soir, j'ai parlé au chef de l'opposition et au nouveau Premier ministre, Anthony Albanese, et je l'ai félicité pour sa victoire électorale», a pour sa part déclaré le Premier ministre conservateur sortant Scott Morrison.

Anthony Albanese, 59 ans, n'était pas certain en fin de soirée d'obtenir la Chambre des représentants la majorité absolue qui lui permettrait de gouverner sans devoir se trouver des alliés. Mais, assuré du plus

grand nombre de députés, il a proclamé sa victoire et indiqué qu'il prendrait ses fonctions dès le 23 mai. Selon des projections de la chaîne ABC après dépouillement de plus de la moitié des suffrages, le Parti travailliste remporterait 72 députés sur 151, quatre sièges de moins que la majorité absolue. Le prochain Premier ministre de l'Australie, est un miraculé d'un accident de la route qui a su redresser le Parti travailliste et le mener à une victoire sur le fil, mettant fin à neuf ans de règne des conservateurs sur l'Australie.

Quelque 17,2 millions d'électeurs étaient appelés à choisir les 151 sièges de la Chambre des représentants pour un mandat de trois ans.

Quarante des 76 sièges du Sénat étaient également renouvelés pour six ans.

Après trois années marquées par des catastrophes naturelles majeures et par la pandémie, les Australiens ont plébiscité un nombre inhabituel de «petits» candidats pro-environnement qui pourraient détenir les clés du pouvoir. ■

Palestine

La Mosquée d'Al Aqsa de nouveau attaquée

Hier, dimanche, des dizaines de colons ont profané la Mosquée Al-Aqsa, sous une haute escorte de l'occupation israélienne, selon des sources locales palestiniennes. Les mêmes sources ont révélé que les colons ont pris d'assaut la Mosquée Al-Aqsa et ont effectué des tours provocatrices dans ses esplanades. Le groupe israélien «Femme pour le temple» a appelé les colonnes à participer de profaner la mosquée sainte, à l'anniversaire de l'occupation de l'est de la ville de Jérusalem qui marque le 29 mai.

Le dirigeant de l'organisation coloniale de «Lahava», Benzie Gopstein, a également appelé les co-

lons à profaner la mosquée sainte. Située à Jérusalem occupée, la mosquée Al Aqsa est le troisième site le plus saint de l'Islam. C'était aussi la première Qibla de l'Islam, la direction vers laquelle les musulmans doivent se tourner pour prier, avant que cela ne soit vers la Mecque, en Arabie saoudite.

Il est à mentionner également que les forces de l'occupation permettent aux colons d'envahir les esplanades de la mosquée et intensifient leurs mesures militaires dans la vieille ville de Jérusalem, vérifiant les cartes d'identité des fidèles, les empêchant d'entrer dans la mosquée, note l'agence de presse palestinienne Wafa. A cet

égard, les affaires étrangères ont condamné les campagnes d'incitations persistantes lancées par les groupes juifs extrémistes, pour mobiliser une vaste participation pour profaner la mosquée Al Aqsa et la vieille ville de Jérusalem, à l'occasion de la journée de Jérusalem.

En outre, le ministère des affaires étrangères a fait assumer au gouvernement de l'occupation l'entière responsabilité des décisions extrémistes et activités coloniales visant à judaïser la ville sainte et saper l'existence palestinienne dans la ville de Jérusalem, dans une tentative de briser la volonté des jérusalémites. ■

contribution

Bulles financières et effondrement économique

Afin de pouvoir agir sur les événements futurs, comprendre les déterminants de la crise économique mondiale de 1929, de 2008 et celle de 2020/2022



Pr des universités, expert international
Dr Abderrahmane Mebtoul

Par rapport à la période contemporaine, faut-il considérer la crise de 1929, de 2008/2009 et récente de 2022 avec la crise ukrainienne, comme étant un événement unique dans l'histoire du capitalisme, ou faut-il l'apparenter aux autres crises récentes qui bouleversent les économies capitalistes ? Encore ne faudrait-il pas en tirer des conclusions hâtives.

Les emprunts contractés par les États représentent un peu plus de la moitié de cette augmentation : le ratio de la dette publique mondiale à un niveau record de 99 % du PIB mondial et La dette privée contractée par les sociétés non financières et les ménages avec une accélération du processus inflationniste aux États-Unis et en Europe restera pour l'année 2021, hausse des prix ayant atteint 6,8 % outre-Atlantique, un record depuis près de 40 ans, et près de 5 % en zone euro. Et cela devrait s'accroître en cas de non résolution de la crise ukrainienne en 2022/2023. Mais l'impact serait plus dramatique sur les pays importateurs de produits alimentaires pas seulement l'Algérie et l'Égypte, et les plus vulnérables n'ayant pas les moyens de financement. Comme la Tunisie, le Liban et les pays d'Afrique Sub-saharienne. Ils sont les plus vulnérables, posant d'ailleurs un problème de sécurité alimentaire mondiale. Aussi les pays producteurs d'hydrocarbures peu diversifiés, ne doivent pas se réjouir de la hausse des prix du pétrole/gaz car de qu'ils gagnent d'un côté, ils peuvent le perdre avec l'accroissement de la valeur des importations biens d'équipements pour les matières premières pour relancer leur économie que des biens consom-



mables, avec là aussi des tensions sociales.

En effet, la Russie et l'Ukraine, grâce à leurs riches terres fertiles, les « tchernoziom », sont devenus des puissances agricoles de premier plan. Cela avec leur production de blé, maïs, orge ou tournesol. La Russie s'est imposée comme le premier exportateur mondial de blé, et l'Ukraine a écoulé à elle seule plus de la moitié de l'huile de tournesol commercialisée sur la planète. C'est que la Russie, et l'Ukraine représentent 30 % des exportations mondiales de blé et d'orge.

L'Ukraine étant le 4ème exportateur mondial de maïs. Le 5ème en blé. Le 3ème en orge. Et elle détient des positions dominantes sur le marché mondial en tournesol. C'est-à-dire en huile. Mais également en tourteaux. Particulièrement, pour l'alimentation animale. La tonne de maïs, sur l'échéance rapprochée d'une livraison en mars, se cotait le 3 mars 2022 à 280 euros et selon certains experts pourrait atteindre entre 450/500 euros, il en est de même pour les prix du tournesol, les deux pays représentant près de 80 % des exportations mondiales d'huile de tournesol. Face à cette situation qui menace la sécurité alimentaire bon nombre de pays producteurs comme l'Inde annoncent soit le gel soit des restrictions de leurs exportations de biens alimentaires accroissant l'inflation mondiale. Quant aux incidences des sanctions économiques contre la Russie, les finances étant le nerf de la guerre, par l'éviction du système SWIFT et le blocage du système de messagerie interbancaire, imposée par les pays occidentaux, a conduit Moscou à étudier des alternatives dont le paiement du gaz en roubles et de se tourner vers le système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) qui a été développé par la Chine en 2015, le système de paiement CIPS étant principalement utilisé pour régler les crédits internationaux en yuan,

agissant comme un système alternatif au traditionnel Swift créé en 1973, bien qu'il n'en soit pas encore totalement indépendant. Mais les exportations de la Chine vers les USA et l'Europe représentent plus de 60%, explique sa relative neutralité vis-à-vis de ce conflit. Alors quelles options s'offrent encore au gaz russe ? Pour exporter son gaz et son pétrole, la Russie peut contourner partiellement les sanctions financières, en s'orientant vers la Chine où les relations commerciales de Pékin et de Moscou étant régies à 17,5 % par le yuan contre 3,1 % en 2014, donc étant encore marginales bien qu'en progression. Aussi, malgré une intensification des échanges gaziers avec la Chine, comme le fameux gazoduc « Power of Siberia » environ 2000 km dont le coût provisoire, pour une capacité en 2022-2023 de 38 milliards de m3 par an, soit 9,5 % du gaz consommé en Chine, comme montré précédemment la majeure partie des échanges de la Russie se fait avec l'Europe, représentant à elles seules entre 15/20 % du PIB russe. La Russie ayant une dette relativement faible, moins de 20% du PIB en 2021, peut vendre une partie des yuans représentant 13% environ des devises et une partie de son stock d'or, environ 2.299 tonnes, et utiliser ses réserves de change qui selon les données de la Banque centrale de Russie sont estimées à environ 630 milliards de dollars en janvier 2022 mais dont environ 300 milliards de dollars sont bloquées au niveau des banques occidentales.

En conclusion, avec l'impact du coronavirus et les tensions en Ukraine, le monde ne sera plus jamais comme avant confronté à des événements futurs, les cyberattaques, supposant la maîtrise de la transition numérique, le réchauffement climatique, avec la crise de l'eau qui menace la sécurité alimentaire mondiale. Le monde devra accélérer la transition énergétique et

s'orienter vers un MIX énergétique, existant d'autres alternatives que les énergies traditionnelles qui seront encore pour longtemps dominantes entre 2022/2030, dans le bouquet énergétique.

Premier axe est l'efficacité énergétique où la sobriété peut permettre des économies variant entre 30/50%.

Le second axe est le développement des énergies renouvelables devant combiner le thermique et le photovoltaïque dont le coût de production mondial a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir.

Le troisième axe selon les experts, horizon 2030/2040, est le développement de l'hydrogène comme source d'énergie pour le transport et le stockage des énergies intermittentes et pourrait aussi permettre de produire directement de l'énergie ; tout en protégeant l'environnement.

L'hydrogène en brûlant dans l'air n'émettant aucun polluant et ne produisant que de l'eau. Espérons le dialogue, au lieu des conflits, dans toutes les contrées du monde, afin de promouvoir l'esprit de paix et de tolérance. Tout cela nécessite en ce XXIème siècle la promotion de la culture, celle-ci étant le fondement du dialogue des civilisations, source d'enrichissement mutuel, où chaque Nation devra concilier la modernité et ses traditions. C'est que l'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémistes ont prévalu. Connaître l'autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître. Face à un monde en perpétuel mouvement, tant en matière de politique étrangère, économique, que de défense, actions liées, se posent, l'urgence d'une coordination qui devrait être internationale et régionale, le but étant d'agir efficacement sur les événements majeurs afin de faire de notre monde, un lac de paix et de prospérité partagée.

INFO EXPRESS

Béjaïa Naissance de trois lionceaux au parc Tifrit d'Akbou

Trois lionceaux sont venus au monde, vendredi, au parc privé de feu Hocine Keffous, dans le village de Tifrit (Akbou, à 70 km à l'ouest de Béjaïa), portant à 5 le nombre de jeunes félinés, s'y trouvant, a-t-on appris samedi des responsables du parc.

Les nouveau-nés, deux femelles et un male, ont été mis au monde par la lionne Siri, mascotte du parc et mère en 2021 de deux autres spécimens, a précisé un responsable du parc, visiblement ravi de ces naissances qui vont renforcer l'attraction du zoo, déjà riche de dizaines d'espèces, dont quelques unes rares.

«Les bébés se portent bien. Ils ont été placés à l'écart des enclos, où ils bénéficient de tous les, notamment pour pouvoir téter tranquillement leur mère et développer les rapports filiaux et d'adoption requis avec elle sans quoi, elle pourrait les rejeter, voire même, les tuer», a expliqué un responsable du parc.

Il a ajouté que les lionceaux vont rester avec la lionne à l'abri des regards près d'un mois (jusqu'au 20 juin) avant de «venir se faire taquiner et câliner par les visiteurs».

Au parc d'Akbou, et malgré son exigüité, on y trouve de tout. Un verger d'oliviers et de figuiers, du chacal au renard, en passant par les vautours, notamment l'aigle royal, les hyènes, les porc épiques, les autruches, jusqu'aux espèces locales, dont les canards, les paons, les perdrix, les chiens, les chevaux, les singes, etc.

Mais la grande attraction reste la communauté des lions s'y trouvant et qui attire tous les jours des centaines, voire, des milliers de visiteurs, dont des familles et leurs enfants qui viennent les toucher de près et non les contempler à travers les écrans de télévisions. Le parc qui n'était qu'une modeste ménagerie en 1992, date de sa création par un passionné des animaux, feu Hocine Keffous, décédé en avril dernier, est devenu un véritable parc, malgré les difficultés à le faire vivre. Sa survie ne tient que grâce à l'aide de bénévoles, notamment l'association des chasseurs d'Akbou.

Mostaganem

Les services de police veillent sur la sécurité des estivants

Les services de sécurité, la Gendarmerie nationale et la Protection civile, présents au niveau des plages, veillent à la sécurité des baigneurs. D'ailleurs la Protection civile a mobilisé, à cet effet, une centaine d'éléments, dont 20 professionnels et 40 saisonniers.

En effet, depuis plusieurs jours, les forces de police relevant de la Sûreté de wilaya de Mostaganem, se sont déployées à travers plusieurs localités de la ville, à l'effet de veiller sur la sécurité des citoyens et de préserver leurs biens. En effet, l'été pointe déjà le bout de son nez et la côte ne désemplit pas avec un flux de plus en plus important. Toujours dans sa lutte contre la délinquance et criminalité, particulièrement en cette saison chaude, la Sûreté de wilaya enchaîne les actions contre le commerce informel et les opérations coup-de-poing, ciblant les malfaiteurs qui sillonnent les différents quartiers et les plages. Les individus auteurs d'une infraction ou d'un délit sont immédiatement interpellés. S'ajoute à cela l'application du plan sécuritaire en veillant au bien-être de la po-



pulation. Il est rappelé aux citoyens la disponibilité des numéros d'appel tels que le 15-

48, le 17 pour signaler tout méfait qui se déroule en leur présence ainsi que le 104 consa-

cré en cas de disparition d'enfants.

N.Malik

Oum El-Bouaghi

Plus de 575 milliards de centimes à recouvrir

Selon le communiqué daté du 19/5/2022, émanant de la chargée de la cellule de communication de la Société algérienne de concession et de distribution (ex-SDE Sonelgaz) de la wilaya de Oum El Bouaghi, Mme N. Benzlikha affirme que les capacités de financement affaiblies par les dettes vis-à-vis des abonnés, administrations et institu-

tions causant ainsi un manque à gagner important à l'organisme qui se chiffre désormais à 575 milliards de centimes répartis à travers les plus grands centres urbains de la wilaya comme suit : Aïn Fakroun (213 MC), Aïn M'lila (165 MC), Aïn Beïda (87 MC), Oum El Bouaghi (85 MC) et Meskiana (15 MC). Cette situation a influé négativement sur

la gestion de la Sonelgaz. A cet effet, de nouvelles dispositions ont été proposées aux abonnés pour la période allant du 21 mai 2022 au 6 juin 2022 de se présenter au niveau des annexes et agences implantées à travers la wilaya pour s'acquitter de leurs dettes et les invitent également pour profiter de l'opportunité relative à l'établissement d'un

échancier de paiement mensuel pour les récalcitrants qui n'ont pas réglé leurs redevances depuis des années, dans le cas contraire l'administration de la société de concession et de distribution appliquera des mesures réglementaires pour les mauvais payeurs.

A.Remache

Blida

Les produits locaux commercialisés dans toutes les régions du pays

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a déclaré samedi à Blida, que la production locale est désormais disponible dans toutes les régions de l'Algérie, alors que, par le passé, elle n'était commercialisée que dans une partie du pays.

«Les produits fabriqués en Algérie ont réussi, grâce à leur haute qualité, qui n'a rien à envier à celle des produits étrangers, à s'imposer sur le marché local à travers l'ensemble des wilayas du pays», s'est félicité le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Blida.

Il a souligné que des produits nationaux, par leur qualité supérieure, se sont également impo-

sés sur des marchés étrangers et font aujourd'hui la «fierté» du pays. Le ministre, qui a visité de nombreuses unités de production privées, a soutenu que sa visite est «un message à tous les opérateurs économiques, que l'Etat les soutient et les encourage à s'orienter vers l'exportation, et partant contribuer à la diversification des exportations hors hydrocarbures».

Il a, aussi, exprimé son souhait de voir le pays «atteindre l'objectif de sept (7) milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, après avoir réalisé, l'année dernière, 5,03 milliards de dollars de recettes dans ce domaine».

Cet objectif est réalisable, a-t-il estimé, grâce à «la fédération

des efforts de tous, entre ministère du Commerce, différents secteurs ministériels et opérateurs économiques».

Lire aussi : «Accréditation dans l'avenir de neuf laboratoires d'évaluation de la conformité des produits».

M. Kamel Rezig a entamé sa visite à Blida, par l'inspection d'une entreprise privée spécialisée dans la fabrication d'appareils thermiques et d'équipements en aluminium pour le chauffage collectif dans la commune de Soumaâ.

Il a considéré que cette unité fait partie des entreprises nationales qui ont «relevé le défi de la couverture des besoins du marché national en la matière». Il s'est ensuite rendu dans la

commune de Gerouaou, où il a visité une entreprise spécialisée dans la fabrication de robinetterie, dont les produits sont commercialisés sur les marchés africain et européen.

Le ministre a, également, inspecté une unité privée de production de cosmétiques, qui exporte, également, ses produits vers nombre de pays africains et européens. M.Rezig a loué, sur place, l'exploitation par cette entreprise, de matières premières locales dans la fabrication de ses produits.

M. Rezig a achevé sa visite à Blida en présidant une réunion, tenue à huis-clos avec les cadres du secteur local du commerce et de son ministère.

Chute d'Azovstal

Tournant majeur dans la guerre en Ukraine

→ Ce 20 mai, Azovstal, bastion du régiment Azov à Marioupol, est tombé. Depuis le 16 mai, date à laquelle les nazis ukrainiens ont accepté de déposer les armes, le complexe industriel d'Azovstal à Marioupol n'en finissait pas de cracher ses Ukronazis, mercenaires et officiers étrangers qui se sont rendus sans condition aux forces russes.

Voici la déclaration du ministère de la Défense de la Fédération de Russie : « Le territoire de l'usine métallurgique « Azovstal » à Marioupol, où depuis le 21 avril de cette année un groupe de soldats ukrainiens de la formation nazie « Azov » était bloqué, est complètement libéré. Les installations souterraines de l'entreprise dans lesquelles se cachaient les soldats sont passées sous le contrôle total des forces armées russes. Au total, depuis le 16 mai, lors de l'opération, 2.439 nazis d'Azov et militaires des Forces armées ukrainiennes bloqués sur le territoire de l'usine ont déposé les armes et se sont rendus. Aujourd'hui, 20 mai, le dernier groupe de 531 militaires s'est rendu. Le soi-disant « commandant » des nazis « Azov », en raison de la haine des habitants de Marioupol et du désir des citoyens de le punir pour de nombreuses atrocités, a été emmené hors du territoire de l'usine dans une voiture blindée spéciale. À la fin de l'opération et de la libération complète de l'usine et de la ville de Marioupol des militaires ukrainiens, le ministre de la Défense de la Fédération de Russie, le général d'armée Sergueï Choïgou, a rendu compte au président de la Russie V. Poutine. » Les premiers à sortir étaient les quelque 80 blessés qui avaient été acheminés vers les hôpitaux de Novoazovsk et Donetsk où ils sont soignés, car contrairement aux Ukrainiens qui filment leurs actes de torture et de meurtre sur les soldats russes qu'ils ont capturés et enchaînés, les prisonniers de guerre ukrainiens sont traités selon la Convention de Genève. Ces troupes considérées comme « l'élite » de l'armée ukrainienne et surtout constituées par les militaires nazis du régiment Azov stationné à Marioupol étaient destinées à reprendre la Crimée qui a choisi de rejoindre la Fédération de Russie par référendum après le coup d'Etat du Maidan en 2014. Les médias occidentaux relaient les discours du clown cocaïnomane Zelensky qui présente la reddition de ces nazis comme une victoire, parlant « d'évacuation » et vantant le courage de ceux qu'il considère comme des héros, alors que leur seul acte de courage consiste à s'être terrés comme des rats dans les caves de l'usine et d'avoir attendu qu'on vienne les en sortir avec de nouveaux effectifs et des armes lourdes qui ne sont jamais arrivés. Et donc toute cette « vaillante » soldatesque a déposé les armes sans broncher devant les forces russes qui les ont fouillés en les obligeant à se déshabiller pour faire le relevé du nombre de croix gammées et de diverses originalités tatouées sur leur corps, afin de répertorier lesquels appartiennent au régiment Azov et autres groupes militaires nazis. Car, bien évidemment, aucun d'entre eux n'appartient au régiment Azov, ce sont tous des enfants de chœur qui se sont trouvés là « par hasard », ou juste pour y tenir la cuisine et faire la corvée patates. Nous avons connu cela en Algérie, lorsque notre armée mettait la main sur les terroristes dans le maquis. Ils étaient tous des cuisiniers. Mais la manie répugnante des nazis de filmer leurs innombrables crimes : viols, tortures, liquidations, y compris sur des victimes civiles, avec leurs téléphones portables, constituent des preuves irréfutables. Ceux-là sont destinés à être jugés comme criminels de guerre. Chaque prisonnier fera l'objet d'une enquête approfondie



et chaque crime sera puni, a déclaré Denis Pouchiline, président de la République populaire de Donetsk. A l'heure actuelle, les commandants nazis sont déjà en Russie pour y être interrogés.

La chute d'Azovstal constitue un tournant décisif dans la guerre en Ukraine, car il ne s'agit plus d'une opération spéciale. La Russie, n'ayant pas obtenu comme elle l'escomptait la reddition de l'armée ukrainienne et voyant l'appui dont celle-ci jouit auprès des pays occidentaux qui ne cessent d'envoyer des armes et des mercenaires, est passée au niveau supérieur. Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont bien veillé à transformer cette opération en guerre ouverte à coups de milliards pour tenter d'enliser la Russie dans un conflit sans fin, espérant l'affaiblir. Les Etats-Unis ont d'ailleurs reconnu implicitement qu'ils étaient en guerre contre la Russie lorsque que le chef du Pentagone Lloyd Austin a déclaré au cours de son déplacement à Kiev fin avril avec le Secrétaire d'Etat Antony Blinken que « les Etats-Unis voulaient voir la Russie affaiblie à un degré tel qu'elle ne puisse pas faire le même genre de choses que l'invasion de l'Ukraine ». Mais par la suite, face à l'avancée inexorable du rouleau compresseur russe, Austin a baissé d'un ton et a demandé par téléphone le 13 mai un cessez-le-feu immédiat au Ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, soulignant « l'importance de maintenir des lignes de communication ». Bien sûr, on peut comprendre son angoisse en sachant que les Russes allaient finir par s'emparer de quelques hauts gradés US planqués à Azovstal – et d'ailleurs plusieurs d'entre eux sont déjà interrogés à Moscou par le FSB – et d'éléments intéressants concernant les biolabs qui se trouvaient probablement sur le site, même si les nazis qui y ont végété pendant plusieurs semaines ont eu tout le loisir de faire disparaître les preuves, et peut-être même des copérateurs étrangers, selon certaines sources. Cela sera de toute façon vérifiable via les conversations téléphoniques enregistrées par les services de renseignement russes. Quoi qu'il en soit, le Congrès américain a accepté d'octroyer une nouvelle aide de 40 milliards de dollars à l'Ukraine, alors que le peuple américain est confronté à une crise économique qui ne fait que s'aggraver de jour en jour et qui se traduit, entre autres, par une hausse vertigineuse du prix des carburants et à une pénurie de lait maternel pour les bébés. Sans parler de grandes villes américaines abandonnées comme Detroit, pour ne citer que celle-là, qui sont complètement délabrées et où les populations qui y vivent encore connaissent de graves problèmes au niveau de la distribution d'eau, d'électricité, etc. puisque la ville n'a plus les moyens d'entretenir les infrastructures. Il suffit de taper « Detroit délabrée » sur internet pour se rendre

compte de l'ampleur de la catastrophe. Ces événements d'importance n'empêchent pas les parfaits valets de l'empire que sont le Führer européen von der Leyen et son acolyte El Caudillo Borrel de multiplier les déclarations incendiaires contre la Russie et d'annoncer de nouvelles sanctions, sauf que les moyens ne sont pas à la hauteur des envies, et il faut bien refréner son enthousiasme. C'est que l'euro dégringole, le prix des carburants et du gaz s'envolent, les pénuries commencent à se ressentir, et la grogne populaire ne va pas tarder à se manifester de manière de plus en plus violente. Ursula von der Leyen vient de décider unilatéralement, comme à son habitude, d'injecter à fonds perdus 9 milliards d'euros en Ukraine, condamnant les populations européennes à la famine et à la récession pour plaire au vieux Biden sénile qui appelle sa maman en plein discours et qui serre la main de l'homme invisible. Ces vaisaux serviles de l'empire sont responsables du malheur à venir des peuples que leur folie autodestructrice pousse vers l'abîme, et ils devraient tous être traduits en justice. Boris Johnson, cet autre fou belliqueux, a quant à lui annoncé une aide militaire supplémentaire de 1,3 milliard de livres sterling à l'Ukraine, alors que l'inflation au Royaume-Uni atteint son plus haut niveau depuis 40 ans. Tous ces gens placés à des postes de responsabilité en Occident démontrent leur incompétence crasse et leur nullité absolue à gérer les affaires des Etats qu'ils gouvernent dans une période cruciale pour l'avenir de l'humanité, le tout avec un mépris de classe envers leurs administrés absolument insupportable. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vasily Nebenzya, a déclaré à cet effet que l'Occident avait pris en otage l'ensemble du monde en développement, le mettant au bord de la famine. « La vérité, Messieurs, c'est que vous êtes trop emportés par de vaines tentatives pour passer à tout prix l'économie russe », a-t-il ajouté.

La Turquie ne peut pas abandonner la Russie et le gaz russe, c'est une question stratégique, dit Erdogan. Ces péronnelles que l'on a bombardées Premier ministre des gouvernements suédois et finlandais ont-elles assez de jugeotte pour saisir la portée de leurs actes ? La réaction russe n'a pas traîné, l'électricité et le gaz ont été coupés en Finlande, celle-ci n'ayant pas acquitté ses factures. La Première ministre finlandaise, Sanna Marin, prétend que son pays est préparé à ces coupures d'énergie et que les Finlandais n'en souffriront pas, qu'un terminal flottant de regazéification du gaz naturel liquéfié (GNL) va pallier au manque actuel. La question qui se pose est la suivante : sachant que les hivers sont rigoureux dans les pays nordiques et que les nuits y sont particulièrement longues et froides, et que la Finlande a du mal à payer

ses factures d'énergie, où diable Madame Sanna va-t-elle trouver l'argent pour payer le GNL beaucoup plus cher que le gaz russe, et comment va-t-elle faire pour produire de l'électricité ? Comme elle prétend avoir tout prévu, aurait-elle l'intention de faire de son pays le premier producteur de bougies ?

Les forces russes avancent très rapidement sur la ligne de front, l'étau se resserre sur le gros de l'armée ukrainienne coincée dans le Donbass et celui-ci sera bientôt libéré. C'est la panique dans le clan occidental, à tel point que le général de l'armée US Mark Milley, président des chefs d'état-major interarmées, et le général Valery Gerasimov, chef de l'état-major général russe, ont eu une conversation téléphonique initiée par le Pentagone et dont il ne veut pas divulguer les détails. Le vice-ministre polonais s'inquiète, lui, de ce que la Russie « détruit les armes occidentales fournies à l'Ukraine ». Le ministère russe de la Défense déclare quant à lui que toutes les positions de l'armée ukrainienne sont sous le feu de l'artillerie lourde et qu'elle perd environ 500 hommes par jour. D'autres frappes efficaces ont lieu sur les camps d'entraînement, les sites de stockage d'armes et les centres de transport dans tout le pays. Près de 16.000 soldats ukrainiens sont pratiquement encerclés dans un chaudron près de Severodonetsk et Lisichansk, dans l'est de l'Ukraine, d'après l'adjoint du chef du ministère de l'Intérieur de la LPR (République populaire de Lougansk). Une grande bataille s'est déclenchée à Severodonetsk le 19 mai et la 115e brigade ukrainienne qui y était stationnée a enregistré un message à Zelensky expliquant qu'ils ne voulaient plus se battre pour l'Ukraine, faute de soutien et d'armes lourdes. Les forces armées ukrainiennes continuent de fuir le champ de bataille par centaines et se rendent en masse aux forces russes, privilégiant de se rendre à celles-ci plutôt qu'aux forces de la DNR dont ils craignent les représailles en raison des horreurs qu'ils ont fait subir aux populations civiles du Donbass. Les munitions manquent, les chefs abandonnent leurs hommes sur le front pour fuir les combats, les corps des soldats ukrainiens jonchent le sol et sont dévorés par les chiens errants et ce sont les soldats russes et de la DNR qui ramassent les corps et les ensevelissent. La situation économique et militaire de l'Ukraine est catastrophique. Depuis plusieurs semaines maintenant, la Russie attaque systématiquement les raffineries et les sites de stockage de carburant. Elle a également détruit les ponts le long des lignes ferroviaires qui amenaient du carburant de Moldavie et de Roumanie, ce qui provoque une pénurie d'essence et de diesel qui se fait cruellement sentir et même l'armée ukrainienne impose des rationnements de carburant. On assiste à des files immenses de véhicules qui essaient de grappiller un peu de carburant aux rares stations qui en ont encore à vendre. Et Zelensky continue à demander de l'argent et des armes pour « défendre » son pays. Voyant le carnage que sa folie et celle de ses maîtres favorisent, il y aura certainement beaucoup d'armes en Ukraine, oui, bien que beaucoup soient détruites par les Russes et que d'autres soient vendues au marché noir, mais il n'y aura plus personne pour les brandir. Tous les Ukrainiens, hommes et femmes, en âge de se battre auront été sacrifiés sur l'autel de l'empire agonisant. On a vu des mercenaires israéliens venir se battre auprès des Ukronazis pour le projet du nouvel Israël cher aux Straüssiens et à Zelensky, mais leur projet n'a pas abouti. A la place, naîtra la Novorussia qui englobera tout l'est et le sud de l'Ukraine.

FESTIVAL INTERNATIONAL «SAMAÂ SOUFI»

DIX-HUIT TROUPES PRENNENT PART À LA 9^e ÉDITION

Dix-huit (18) troupes d'Inchad venues de plusieurs wilayas et de pays étrangers prennent part à la 9^e édition du Festival culturel international du chant spirituel «Samaâ» qui a débuté vendredi soir à Laghouat.

Les participants à cette manifestation (du 20 au 23 mai) représentent la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, la Turquie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Yémen, ainsi que la Palestine et la République Arabe Sahraouie Démocratique comme invitées d'honneur.

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, qui a donné le coup d'envoi de cette manifestation placée cette année sous le signe «Le Samaâ: appel à l'adoration, la libération et la paix», a indiqué que la wilaya de Laghouat recèle un legs culturel important, mettant l'accent sur la nécessité de «donner l'importance à tous les modes et arts».

Elle a souligné que les pouvoirs publics accordaient un intérêt particulier à tout ce qui a trait à l'identité nationale et la mise en exergue de l'histoire, les épopées et la gloire de l'Algérie.

Pour sa part, le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai a mis en avant, dans son intervention, la profondeur historique de la wilaya pour être la destination de toutes les zaouïas et les confréries (tarika) soufies et une source de la tarika Tidjania ayant contribué à la propagation de l'Islam en Afrique.

Il a précisé que l'organisation à Laghouat de la 9^e édition du Festival culturel international du Samaâ soufi, se veut une reconnaissance de la place et du rôle de la wilaya dans l'accueil des confréries soufies.

L'ouverture du Festival a été marquée par des spectacles artistiques et culturels des pays et wilayas participant à cette édition, y compris une exposition de l'artisanat. Une partie de la cérémonie a été consacrée à un spectacle artistique de troupes locales de la wilaya de Laghouat qui ont présenté une image artistique exceptionnelle alliant entre le théâtre et le Samaâ soufi.

La ministre de la Culture et des Arts poursuit, samedi, sa visite à la wilaya de Laghouat par la supervision, au Centre de recherche en sciences islamiques et de la civilisation, de l'ouverture d'une conférence organisée à l'occasion du Festival.

R.C.

Préservation de la bibliothèque de Benbadis

Une responsabilité pour sauvegarder un pan de la Mémoire



La préservation des ouvrages composant la bibliothèque personnelle du Cheikh Abdelhamid Benbadis (1889-1940) était une grande responsabilité que «je me suis endossé» avec l'objectif de sauvegarder un pan de la mémoire de la Nation, a témoigné Abdelhak Benbadis, frère du fondateur et premier président de l'Association des Oulémas musulmans algériens.

«J'ai œuvré, pendant des années, à collecter les livres du Cheikh depuis divers endroits pour les mettre au bureau de mon père, à la maison familiale», a déclaré à l'APS M. Benbadis. Il a précisé qu'une partie de ces livres était rangée à la mosquée Sidi Lakhdar, où le leader du mouvement réformiste donnait des cours, alors qu'une autre partie se trouvait à la mosquée

Sidi Kemmouche et une troisième partie chez son autre frère, Mouloud.

Abdelhak Benbadis a également relevé que des efforts ont été déployés pour inventorier les fonds de la bibliothèque du président de l'Association des Oulémas musulmans algériens (AOMA).

Et d'ajouter: «Abdelhamid Benbadis a consacré sa vie pour sa patrie, pour la protection de l'identité algérienne en œuvrant à contrecarrer toutes les tentatives coloniales d'aliénation culturelle visant le peuple et sa bibliothèque constitue un pan de la mémoire collective».

Un fonds livresque de 900 titres

De son côté, le président de la Fondation Benbadis, Abdelaziz Filali, a indiqué que la bibliothèque personnelle du Cheikh Benbadis, dont la Fondation détient une liste de son contenu, totalise 1 000 ouvrages et 900 titres dans diverses disciplines, parmi les principaux ouvrages de l'époque entre ceux utilisés par le Cheikh lors de son cursus

universitaire et ceux qu'il utilisait en tant qu'enseignant.

Soulignant que Abdelhak Benbadis avait consacré plus de 80 ans à préserver la bibliothèque de son frère, précurseur de la renaissance intellectuelle et réformiste en Algérie, le président de la Fondation Benbadis a relevé que la bibliothèque englobe un fonds «important» de livres traitant de l'exégèse coranique, les fondements du fiqh et le tajwid, notamment.

En littérature, la bibliothèque dispose de recueils de poèmes et de prose dont «Diwan Al Hamassa» de Abi Tamam, de livres en philosophie et en histoire ancienne et contemporaine, islamique et occidentale, dans les deux langues en arabe et en français a-t-on encore détaillé. Aussi, la bibliothèque du Cheikh Abdelhamid Benbadis comporte des livres d'écrivains algériens dont les deux volumes de «L'histoire antique et contemporaine de l'Algérie» du cheikh M'barek El Mili et d'autres parmi notamment les membres de l'Association des Oulémas musulmans algé-

riens. M. Filali, relevant le lecteur assidu que fût Benbadis et son ouverture sur son époque, a fait savoir que la bibliothèque du Cheikh contient aussi des ouvrages politiques, scientifiques et de sociétés du Maghreb, du monde arabe, musulman et occidental dans les deux langues (arabe et français) et pas moins de 37 titres de magazines, édités essentiellement au Macherk.

Le président de la Fondation Benbadis a également assuré que des livres parvenaient au Cheikh du Canada, de Sao Paulo (Brésil) et des Etats-Unis, traitant essentiellement de l'histoire et des sociétés.

En avril dernier, Abdelhak Benbadis avait remis au musée national El Moudjahid des effets personnels et des documents du cheikh Abdelhamid Benbadis dont une canne et une chaise, une kachabia, une radio de type TSF ainsi que des documents dont un diplôme des sept lectures du Saint Coran et un cahier des élèves, rappelle-t-on.

R.C.

Andaloussiate El Djazair

«Nassim Essabah» et de Romaïssa Kaïd Youcef enchantent le public

L'association culturelle de musique andalouse, «Nassim Essabah», et Romaïssa Kaïd Youcef, une de ses chanteuses solistes, ont animé, vendredi soir à Alger, un concert de musique dans le cadre de la 17^e édition de «Andaloussiates El Djazair», sous la direction du maestro Abdelhadi Boukoura.

Le public, peu nombreux, de la salle Ibn Kheldoun, où ces rencontres ont élu domicile jusqu'au 10 juin prochain, a pu apprécier, près de 90 mn durant, un rendu en deux parties brillamment exécuté par les 21 instrumentistes, dont un tiers de musiciennes, de l'Ensemble cherchellois.

Un programme prolifique a été concocté par les bons soins du maestro Abdelhadi Boukoura, qui a d'abord choisi d'exécuter la di-

zaine de titres de la «Nouba Rasd», dans sa belle suite mélodique et ses déclinaisons rythmiques, avant d'enchaîner quelques Madihs, portés par la voix suave et cristalline de Romaïssa Kaïd Youcef, très applaudie par l'assistance.

Dans une belle scénographie, la scène a été préparée aux atmosphères chaleureuses de la musique andalouse, embellie de beaux accessoires de dinanderie et d'un éclairage vif et feutré.

Dans des atmosphères recueillies, la «Nouba Rasd» a retenti, comptant les pièces, «Ya badi' el hosn» (inqileb raml el maya), «Allah ya Rabbi» (m'çaddar), «Moud Badet» (b'taïhi), «Rimon rametni» (derdj), «El Fadrou qad lah» (neçraf 1), «Afneytou yajda» (neçraf 2), «Hal dara dhabyou el hima»

(kh'lass 1), «Niranou qalbi» (kh'lass 2) et «El khilaâ taâdjebni» (kh'lass 3).

Les interprétations présentes et étoffées des solistes, Oussama Baatouche au Qanun, Amina Mouffok, Amira Kibouche, Djihane Azzoug et Nasreddine Kechabtia ont proposé de belles échappées vocales, que le public a appréciées et très applaudies, malgré les quelques soucis techniques constatés dans la sonorisation, qui ont causé des «coupures de micros» répétées.

Dans son accoutrement de haute couture, orné de belles broderies conçues dans la finesse de la tradition du costume algérien, Romaïssa Kaïd Youcef a pris le relais, avec un répertoire Madih.

Dirigée d'une main de maître, par le maestro-violoniste Abdelhadi

Boukoura, Romaïssa Kaïd Youcef a enchanté les spectateurs présents avec entre autres pièces, «Istikhbar Gh'rib», «Tar la sab dj'nah», et dans le mode Sika, «El horm ya Rsoul Allah» et «Bessalet aâla Mohamed».

L'association culturelle «Nassim Essabah» de musique andalouse, s'envolera dès lundi en Tunisie, où elle est attendue pour deux concerts, à Sousse et à Tunis, a fait savoir Abdelhadi Boukoura. La 17^e édition de «Andaloussiates El Djazair» se poursuit avec au programme de samedi, les prestations de, l'association culturelle algéroise, «Mezghenna» de musique andalouse et du chanteur Karim Semmar.

R.C.

sport

Ligue 1 (31^e journée)

Statu quo en tête, le HBCL se rapproche du maintien

→ Le maintien se profile pour le HB Chelghoum Laïd. À trois journées du terme de la saison, le nouveau promu a quasiment assuré sa survie en battant le MC Alger (2-0), ce samedi à l'occasion de la 31^e manche de la Ligue 1.

Dans le haut du tableau, c'est le statu quo, notamment après les victoires de la JS Kabylie et de la JS Saoura. Le test était de taille, mais le HBCL a su répondre présent. Sachant pertinemment qu'elle n'avait pas le droit à l'erreur, la formation du HBCL a joué crânement ses chances face à une équipe du MCA en proie au doute.

Ce 9^e succès de la saison pour les locaux a eu beaucoup de mal à se dessiner, car il a fallu attendre la 86^e minute pour voir Khaldi libérer les siens, avant que Laïb ne scelle définitivement le sort de cette partie en ajoutant un second but dans le temps additionnel (90+2').

Grâce à ce 4^e succès de suite, le HBCL passe à la 11^e place avec 40 points et poursuit sa progression au classement.

De son côté, le NC Magra a lui aussi



■ Le HBCL passe à la 11^e place avec 40 points. (Photo > D. R.)

réalisé une bonne opération en allant glaner un point lors de son déplacement à Chlef. À l'issue de ce match soldé sur un score blanc (0-0), le NCM gagne une place (12^e - 38 pts) et se rapproche lui aussi du maintien.

La JSK et la JSS assurent

Dans le haut du tableau, le duel à distance continue de plus belle entre les Jeunesses Sportives, de Kabylie et de la Saoura, respectivement deuxième (57 pts) et troisième (53 pts) au classement. Hôte du WA Tlemcen, lanterne rouge, les Canaris

se sont imposés par deux buts d'écart (2-0), tandis que les Aiglons du Sud ont étrillé l'Olympique de Médéa (4-1), premier relégué.

Concernant la dernière partie, jouée entre deux équipes déjà reléguées, à savoir, le NA Hussein Dey et le RC Relizane, la victoire est revenue aux visiteurs (3-5).

En ouverture de cette 31^e journée, jouée vendredi, l'USM Alger a réalisé la passe de trois en disposant du CS Constantine (2-0), tandis que l'US Biskra a pris le meilleur sur le Paradou AC (1-0).

R.S.

Résultats partiels :

USB - PAC	1 - 0
USMA - CSC	2 - 0
HBCL - MCA	2 - 0
ASO - NCM	0 - 0
NAHD - RCR	3 - 5
JSK - WAT	2 - 0
JSS - OM	4 - 1

Classement	Pts	J
1. CR Belouizdad	60	28
2. JS Kabylie	57	31
3. JS Saoura	53	30
4. Paradou AC	50	30
5. MC Alger	49	31
6. USM Alger	48	30
7. ASO Chlef	46	31
8. CS Constantine	45	30
9. US Biskra	45	30
10. ES Sétif	43	31
11. HB C.Laïd	40	31
12. NC Magra	38	29
13. MC Oran	37	30
14. RC Arbaâ	36	30
15. Oly. Médéa	34	31
16. NAHD	22	30
17. RC Relizane	19	31
18. WA Tlemcen	13	30

Inès Ibbou :

«Mon trophée au tournoi d'Oran est un stimulant avant les JM»

→ L'Algérienne Inès Ibbou a estimé, samedi, que son sacre, lors du tournoi «ITF pros» de tennis, clôturé à Oran est de bon augure en prévision de sa participation à la 19^e édition des Jeux méditerranéens programmée en été dans cette ville.

«Je suis très contente pour avoir remporté le trophée de ce tournoi. C'est de bon augure pour moi en vue des JM pour lesquelles je me prépare d'ailleurs activement», a déclaré à l'APS Inès Ibbou à l'issue de la finale de ce tournoi abrité par le club de tennis «Habib-Khelil» à Haï Essalem. L'athlète algérienne a eu le dernier mot en finale en battant la Néerlandaise Stevens Lexie en deux sets (6-4 et 6-2). «Ça n'a pas été du tout facile contre une adversaire qui m'a posé

beaucoup de problèmes. La chaleur suffocante qui y a régné a rendu ma mission encore délicate. Cela était valable aussi pour la Néerlandaise», a-t-elle ajouté. Ce tournoi international (messieurs et dames) auquel ont pris part des sportifs de quatorze pays, sera suivi par un second qui débutera dimanche et auquel participe aussi Inès Ibbou qui a souhaité que ces compétitions se multiplient à l'avenir.

«C'est très bien pour nous de participer à des compétitions d'un niveau aussi élevé, car elles nous permettent de gagner en compétition et d'expérience. Je profite de l'occasion pour rendre hommage aux organisateurs de ces deux tournois, surtout que ces deux rendez-vous précèdent

les JM ce qui nous permet de bien nous préparer pour cette manifestation sportive», a encore indiqué Inès Ibbou. Evoquant la messe sportive méditerranéenne, la championne algérienne n'a pas caché ses ambitions pour monter sur le podium, même si elle a évité de promettre quoi que ce soit.

«Il est clair qu'on va faire face à une grande concurrence. En tennis, il ne faut jurer de rien. Une chose est sûre : je me bâterais à fond pour avoir le meilleur résultat possible», s'est-elle engagée.

Invitée à donner son avis sur le site de tennis où elle vient de se produire et qui est retenu pour abriter les épreuves de la discipline lors des JM, Inès Ibbou n'a pas tari d'éloges sur la

qualité de la terre battue du court principal de cette infrastructure de douze courts qui vient de faire peau neuve après avoir bénéficié de larges opérations de réhabilitation pendant les deux précédentes années.

Même impression de la malheureuse finaliste de ce tournoi ITF pro, la Néerlandaise Stevens Lexie qui s'est aussi plainte de la grosse chaleur qui a régné pendant la finale et qui l'a empêchée, selon elle, d'évoluer sur sa vraie valeur.

Elle s'est toutefois dite «impressionnée par l'ambiance générale qui a prévalu à l'occasion de cet événement», mettant en valeur cette expérience algérienne qu'elle a qualifiée de «fructueuse». ■

WAT

Les volleyeurs font oublier les déboires des footballeurs

→ L'équipe de volley-ball du WA Tlemcen a réussi, au prix de la deuxième place décrochée dans le championnat d'excellence (hommes), à faire oublier aux supporters de ce club les déboires de leur équipe de football reléguée avant l'heure en Ligue deux.

C'est une performance historique que viennent de réaliser les volleyeurs du «Widad» en terminant, il y a quelques jours, vice-champions d'Algérie, s'est réjoui, dans une déclaration à l'APS, leur président Hakim Benabdellah.

«Cette deuxième place vient confirmer notre progression depuis notre retour parmi l'élite, il y a de cela près de six ans, puisque nous sommes montés en puissance d'une année à une autre jusqu'à avoir décroché

cette historique deuxième place», s'est-il félicité.

Réputé pour être une véritable école de volley-ball, le WAT avait toutefois connu une longue traversée au désert avant qu'il ne se rebiffe en milieu de la précédente décennie en retrouvant sa place parmi l'élite.

Depuis, des efforts ont été consentis par la direction du club jusqu'à ce que ce dernier soit parvenu à terminer à la troisième place la précédente édition du championnat qui a coïncidé avec l'interruption de la compétition pendant deux années pour cause de coronavirus.

«Nous avons travaillé dur malgré la période difficile vécue tout au long de la longue période d'inactivité à laquelle était soumise l'équipe comme tous les autres clubs dans

différentes disciplines. Mais cela ne nous a pas empêché de voir grand dès notre retour à la compétition, en fixant comme objectif de terminer le championnat sur le podium», a encore expliqué le président de la section volley-ball du club de l'Ouest du pays.

Malgré cette belle performance, le même responsable a estimé que la saison des siens s'est terminée sur un goût d'inachevé. Et pour cause, son équipe a été éliminée en demi-finales de la coupe d'Algérie, alors qu'elle avait largement la possibilité d'aller en finale, selon ses dires.

«Certes, on a affronté le champion d'Algérie, le NR Bordj Bou Arréridj, mais je reste persuadé que dans ce match du dernier carré nous avons un bon coup à jouer car l'adversaire

ne nous a pas été supérieur», a-t-il regretté.

A présent que le WAT ait réussi le pari de valider une place pour la compétition africaine la saison prochaine, et au moment où les joueurs sont partis en vacances, la direction du club songe déjà à l'exercice à venir.

Aux yeux de Hakim Benabdellah «les prochains challenges de l'équipe exigent d'autres moyens», raison pour laquelle il lance d'ores et déjà un appel aux autorités locales pour venir en aide à sa formation.

A ce propos, il a estimé que les dix millions de dinars avec lesquels a fonctionné son équipe cette saison «ne suffisent désormais pas pour atteindre les objectifs tracés en vue de celle prochaine». ■

LIGUE 1

Les académies de la FAF toujours opérationnelles

Les académies de la Fédération algérienne de football situées à Khemis-Meliana (Aïn Defla) et Sidi Bel-Abbès «continuent à fonctionner le plus normalement et qu'à aucun moment il a été question de les fermer», a indiqué samedi l'instance fédérale sur son site officiel. Lancé par l'ancien Bureau fédéral, dirigé par Kheïredine Zetchi, le projet des Académies de formation a vu le jour avec la création de deux infrastructures, à Khemis-Meliana (Aïn Defla) et Sidi Bel-Abbès.

Il a également été question de lancer une Académie de formation de jeunes talents à Ouargla qui rayonnera sur plusieurs wilayas du Grand sud, mais ce projet tarde à voir le jour.

Cette infrastructure devait comporter un stade, une salle omnisports, une piscine semi-olympique, une salle de musculation, un espace de restauration, un amphithéâtre, un lieu d'hébergement de 50 lits et un bloc administratif.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,

Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46

Fax : 021 6710.75. Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: Abdelwahab Djakoune.

Rédacteur en chef :

Radia Zerrouki

Directeur financier :

Ouahid Kouba

Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger :

SIMPAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : SIO. Constantine : SIE

Diffusion centre : SEDICOM

Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud :

Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021

6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail

pub : lnr98publicite@yahoo.fr -

ANEP Spa : 1, avenue Pasteur,

Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021

73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021

73.99.19.

Conception : Studio Baylaucq,

Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou

tout autre document adressés à la

rédaction ne peuvent faire l'objet

d'une quelconque réclamation.

en direct

Inès Ibbou
 «Mon trophée au tournoi d'Oran est un stimulant avant les JM»

le match à suivre

Ligue 1 (31e journée)
 Statu quo en tête, le HBCL se rapproche du maintien

football

Accession en Ligue 1
 Historique pour le MCEB, l'USMK retrouve l'élite

L'ex-international camerounais Roger Mila prêt à s'agenouiller

→ Y a-t-il eu par le passé de pareilles scènes dans le monde du football ? S'agenouiller pour obtenir la direction d'un club, la libération d'un joueur.

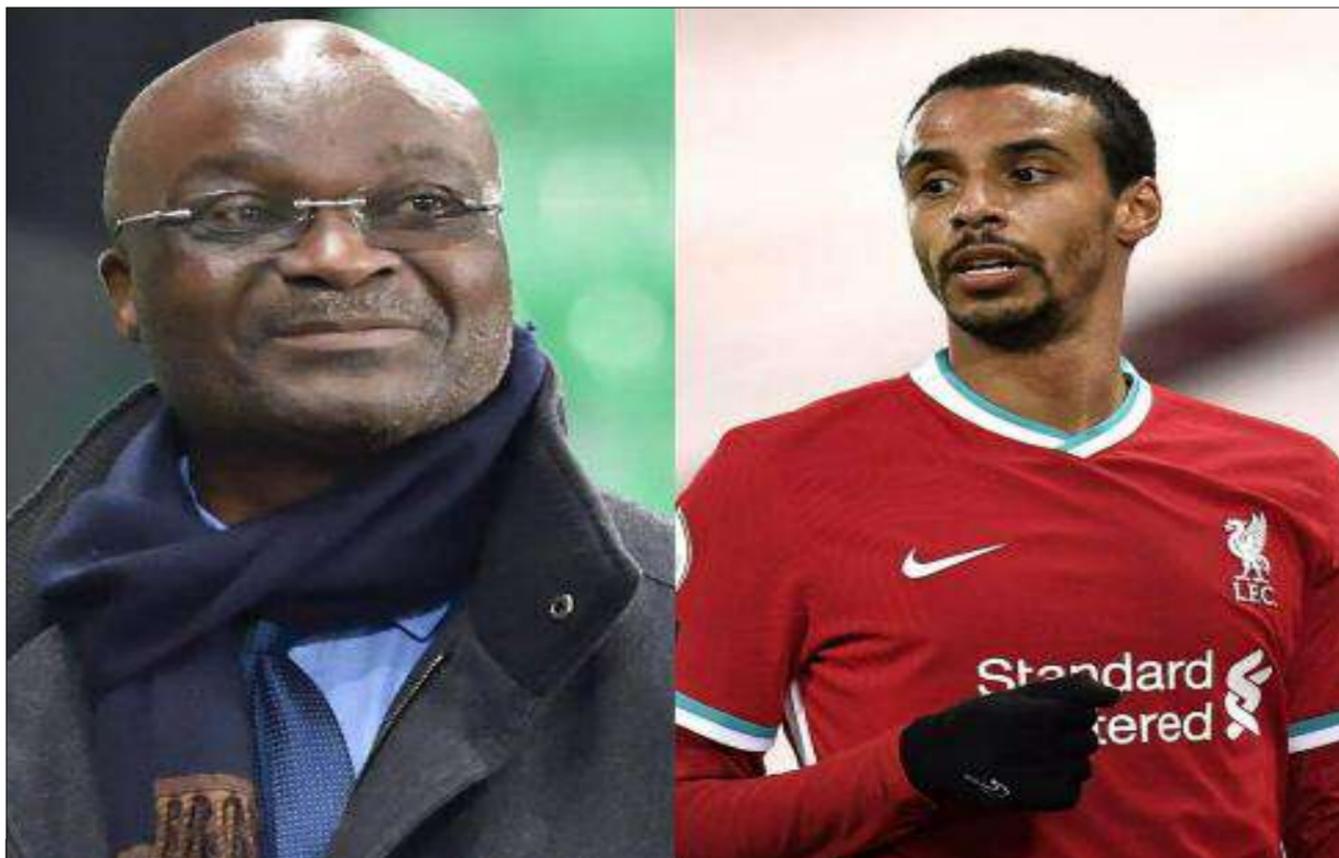
L'ex-international camerounais, Roger Mila, est disposé à se mettre à genoux pour obtenir la libération de leur défenseur international, Joel Matip qui évolue à Liverpool. C'est ce que la star du Cameroun, la légende africaine, se proposait de faire.

Déterminé coûte que coûte...

Interrogé par le quotidien 90 Football, Il se dit prêt à briser toutes les barrières si cela est nécessaire, voire même à «m'agenouiller» pour récupérer leur défenseur international Joe Matip, afin qu'il puisse endosser, lors de la coupe du Monde 2022, la tunique de la sélection des Lions Indomptables que dirige Rigobert Song. La peur gagne du terrain, et ce, à quelques petits mois de la coupe du Monde et ils semblent déterminés à ne pas lâcher le morceau. «le joueur Matip a signé un contrat l'interdisant de porter le maillot camerounais en tout cas jusqu'à la fin de son contrat avec le Reds».

Ce que disait à ce propos Mila

«Que le président de notre Fédération, Samuel Eto'o se déplace avec l'entraîneur pour aller voir Matip à Liverpool. On l'a obligé dans son contrat à signer qu'il ne jouerait plus pour le Cameroun. Est-ce vous trouvez ça normal ?», a lancé l'ancienne gloire de la sélection camerounaise. «Voilà son pays qui va à la coupe du Monde. Moi, j'aimerais aller voir l'entraîneur de Liverpool. S'il faut que je m'agenouille, je vais m'agenouiller. De grâce, qu'il laisse Joël Matip venir jouer la coupe du Monde avec nous. Pour moi un joueur qui se dit grand joueur et n'a pas disputé de Mondial avec son pays ne vaut rien du tout», a poursuivi Mila dans son interview rapporté par Foot Africa. En effet, ce genre de clause n'est pas du tout autorisé par la FIFA, selon les



■ Roger Mila veut voir Joel Matip en sélection à tout prix.

(Photo > D. R.)

informations du quotidien Foot Africa cela est considéré comme un acte de l'esclavage moderne.

«L'Esprit Sportif» vu par le journal J.A

Le journal JA, consacrait en avril 2022 un dossier à «l'esprit sportif» et dans ce document le journal estime «Si le sport est censé enseigner le fair-play, le monde du ballon rond, pétri de business enivrant et de chauvinisme outrancier, est devenu un terrain de confrontations, y compris hors pelouse : lorsque les enjeux sont colossaux Coupe du monde président de fédération, etc...), les crocs sont de sortie. Normal que l'Afrique n'échappe pas au phénomène».

Effet dominos ?

Normal, estime le journal "que chacun défende son bout de gras à travers tel ou tel recours, surtout lorsqu'il s'agit d'accéder à la phase finale du Mondial." Quelques références viennent compléter ce dossier,

dont on évoquait l'élimination de l'Algérie face au Cameroun lors des barrages la Fifa qui «a été appelée à statuer sur l'arbitrage du Gambien Bakary Gassama. Contrairement à la règle qui prône une certaine retenue dans l'attente d'un verdict, le moulin à déclarations acides s'est mis à tourner à plein régime». Et de rappeler les propos de Djamel Belmadi «Des conspirations et un arbitre qui n'aurait pas dû être confortablement installé à l'aéroport d'Alger dans les salons» en train de «boire un café et un millefeuille». Sans savoir si le problème venait de la boisson chaude ou de la pâtisserie, les langues camerounaises, algériennes et même françaises, se sont immédiatement déliées. Dans le ciel lourd de la polémique, on l'accusait alors d'être «scandaleux» et «diffamatoire», voire «médiocre» et carrément «raciste».

Un autre dossier complète les autres...

Dans le même dossier, le rédacteur se

connecte à l'autre chapitre qui fait, lui aussi, l'actualité sportive et qui illustre ce qui fait que le football africain est tout aussi facile à manipuler : «Après la défaite fatale de l'Égypte aux tirs au buts face au Sénégal lors d'un match de barrage pour le Mondial, le président de la Fédération égyptienne de football, Gamal Allam, s'est plaint de l'atmosphère hostile» dans laquelle «le match [se serait] joué». «Nous n'avons pas demandé que le match contre le Sénégal soit rejoué. Nous avons demandé une qualification directe de l'Égypte pour la coupe du Monde», a-t-il réclamé. La FIFA n'a cependant pas disqualifié le champion d'Afrique en titre. C'est pratiquement la même position que celle du président de la FAF.

Résumé de H. Hichem

■ BeIN Sports 1 : Hambourg - Hertha Berlin à 18h30

■ BeIN Sports 2 : FC Barcelone - Villarreal à 19h

La Der

Accession en Ligue 1 : Historique pour le MCEB, l'USMK retrouve l'élite

Le MC El Bayadh et l'USM Khenchela ont réussi, samedi, leur accession en Ligue 1 professionnelle de football : une première historique pour l'équipe d'El Bayadh, alors que la formation de Khenchela retrouve la division de l'élite nationale qu'elle avait quittée il y a près de 50 ans. Les deux équipes ont validé leur billet d'accession à l'issue de la 30e et dernière journée du championnat de Ligue 2, dans les deux Groupes : Centre-Ouest et Centre-Est. Le MC El Bayadh a réussi une accession historique parmi l'élite du football algérien, une première pour cette formation du Sud-Ouest (600 km d'Alger) qui avait déjà réussi une prouesse la saison dernière, en accédant de la division inter région vers la Ligue 2

amateur. Victorieux à domicile contre le MC Saida (3-0), le MCEB a en effet terminé leader du groupe Centre-Ouest, ex aequo avec le CR Témouchent (68 points), mais avec un meilleur goal-average particulier pour El Bayadh. Le dauphin, le CRT a, lui, ramené une victoire pour l'honneur de son déplacement à Sidi Bel Abbès contre l'USMBA (1-4).

L'USMK renoue avec l'élite

De son côté, l'USM Khenchela retrouve l'élite nationale, après près de 50 années de purgatoire. Les Khenchelis vont ainsi goûter à nouveau aux sensations de la Division nationale 1 où ils avaient évolué durant deux sai-

sons, au début des années 1970. Dans le groupe Centre-Est, l'USM Khenchela a terminé leader avec 69 points, après son match nul (2-2) en déplacement contre HAMRA Annaba, lors de la dernière journée du championnat. Son dauphin, la JSM Bordj-Menaïel battue à domicile par la JSM Skikda (1-2), a terminé à la 2e place à trois longueurs du leader. Pour la relégation en division Inter-régions, les huit équipes rétrogradées sont: le CRB Aïn Ouessara, l'USMM Hadjout, l'USM Bel-Abbès et le SC Aïn Defla pour le groupe Centre-Ouest. Pour le groupe Centre-Est, les équipes reléguées sont: l'IB Lakharia, le CABB Arreridj, ainsi que les deux équipes de Béjaïa, le MOB et la JSMB.